

N°DBCA-2023-015

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION CADRE RELATIVE AUX CONTRIBUTIONS DU SDIS 76 AUX OPERATIONS DE
RECHERCHE ET DE SAUVETAGE EN MER**

Le 09 mars 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 février 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Modernisation et sécurisation</i>	<i>Garantir la sécurité</i>	<i>Sécurité opérationnelle et technique</i>

*

* *

Vu :

- *la circulaire interministérielle MIOMCTI/DGSCGC et MEEDTL/DGITM/DAM n° NOR INTE 1224209 C du 04 mai 2012 relatives aux contributions des Services départementaux d'incendie et de secours aux opérations de recherche et de sauvetage en mer (texte support du présent modèle de convention-cadre),*
- *la lettre n°144/SGMER, n°35323/ADM et n°24/DGSCGC du 12 mars 2015 relative à la rédaction de l'article 8 du projet de convention fixant la contribution des services départementaux d'incendie et de secours aux opérations de recherche et de sauvetage en mer,*
- *les conventions relatives aux contributions du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime aux opérations de recherche et de sauvetage en mer avec les CROSS Gris Nez et JOBOURG datées du 09 octobre 2019,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau du Conseil d'administration.*

*

* *

Même si elle ne relève pas des missions obligatoires au sens du Code général des collectivités territoriales, la participation des Sdis aux secours maritimes dans la frange littorale contribue de façon notable et indéniable à la sécurisation des activités des riverains et de touristes des départements littoraux. C'est pour cette raison que la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSCGC) propose de privilégier une implication volontaire des Sdis dans un cadre explicite partage (convention-cadre national).

Ainsi, conformément à l'article 6 de la circulaire du 04 mai 2012, sur l'initiative du Sdis 76, les CROSS Jobourg et Gris Nez, les Sdis de la Manche et du Calvados, ont conduit un travail conjoint afin d'établir une convention sur la base de la convention-cadre.

A ce titre, deux conventions ont été conclues entre le Sdis 76 et les CROSS Jobourg et Gris Nez le 11 mai 2014 modifiées par avenant en juillet 2019. Celles-ci indiquaient que la responsabilité du Sdis 76, pouvait être engagée alors que les sapeurs-pompiers intervenaient à la demande de l'Etat.

Le Sdis 76 a été sollicité par la DGSCGC pour intégrer la Capacité Nationale à bord des navires (CAPINAV) depuis 2017 et bénéficie d'une mise à disposition de matériels spécifiques autorisée par délibération du Bureau du conseil d'administration n°2019-036 du 04 juin 2019.

La formation des personnels à la survie en mer, en corrélation avec ce nouveau champ opérationnel permet aujourd'hui de répondre partiellement à un sinistre de type incendie, épuisement de navire, secours à personne ou mettant en cause des matières dangereuses.

Cette montée en compétences permet d'ores et déjà d'officialiser la participation du Sdis 76 au renfort de la capacité opérationnelle des équipes d'évaluation et d'intervention désignées par le Préfet maritime :

L'article 1^{er} des deux conventions (annexées) relatif au cadre général prévoit :

« La présente convention-cadre a pour objet de définir les modalités d'échanges d'informations entre le CROSS et le CTA-CODIS ainsi que la participation, en tant que de besoin, de personnels et/ou de moyens opérationnels du Sdis dans le cadre :

- des opérations de recherche et de sauvetage en mer, au profit principalement des baigneurs et des personnes pratiquant des loisirs ou sports nautiques, dans la façade littorale du département,
- de l'armement des hélicoptères de la sécurité civile du littoral,
- de renfort de la capacité opérationnelle de l'équipe d'évaluation et d'intervention (EEI) du Préfet maritime,
- de la préparation de l'accueil au port d'un navire en difficulté.

La convention cadre couvre également les exercices et entraînements des Sdis dans le cadre de la préparation opérationnelle à ces mêmes missions. »

L'article 3.3 des deux conventions (annexées) relatif au renfort de la capacité opérationnelle de l'Equipe d'Evaluation et d'Intervention du Préfet maritime prévoit :

« Le Préfet maritime désigne une « équipe d'évaluation et d'intervention » (EEI) projetable à bord d'un navire en difficulté en mer. Le rôle de l'EEI est de recueillir les informations nécessaires pour permettre au Préfet maritime d'apporter au navire une solution adaptée à sa situation.

Les effectifs et capacités des équipes sont modulables selon le type d'événement. Les modules « secours » sont assurés par les marins-pompiers de la base navale de Cherbourg et du SDIS répondant aux critères fixés par l'arrêté du 22 août 2019 et du référentiel emplois, activités, compétences relatif à la formation « intervention à bord des navires et bateaux ».

Le Sdis dispose de personnels spécialisés qui peut contribuer au renforcement de la capacité opérationnelle de l'EEI dans des domaines particuliers, dont notamment l'incendie, le secours à personne, les voies d'eau et les risques technologiques.

Sur demande du Préfet maritime, le Préfet de zone sollicite le Sdis pour qu'il engage les moyens préalablement identifiés en annexe de la présente convention et les conseillers techniques associés. La doctrine d'emploi de ces moyens peut faire l'objet d'un document connexe à la présente convention.

Les conseillers techniques désignés par le Sdis sont placés sous l'autorité de l'officier désigné par le Préfet maritime pour diriger l'EEI. »

*

* *

Aussi, il vous est proposé d'autoriser le Président à signer les conventions ci-jointes, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230309-DBCA-2023-015-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/03/2023

Affichage : 14/03/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

André GAUTIER